

## Sartre s'est-il toujours trompé ?

**Michel Winock** Professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Paris

Le bilan paraît accablant. On l'a accusé d'avoir été passif sous l'Occupation, compromis avec le totalitarisme, démagogique avec la jeunesse gauchiste. Il sut pourtant, quelquefois, faire preuve de lucidité et de courage. Voici son itinéraire politique.

« *Je n'ai jamais voulu faire de politique et n'ai jamais voté.* » Jean-Paul Sartre écrit ces mots le 3 octobre 1939. Il vient d'être enrôlé dans le service auxiliaire de la météorologie et va passer presque tout le temps de la « drôle de guerre » en Alsace. Disposant de longues heures de loisir, il se met à rédiger un journal, qui, incomplet (on n'a pas tout retrouvé), a été publié, de manière posthume, sous le titre : *Carnets de la drôle de guerre*<sup>1</sup>, où il se livre à une auto-analyse minutieuse. À la lumière de ce texte on discerne ce que fut jusque-là Sartre en politique.

Son abstentionnisme déclaré repose sur la forte conviction qu'il doit construire sa vie en toute liberté : « *J'étais pénétré par un idéal de vie de grand homme que j'empruntais au romantisme.* » Devenir un « *grand écrivain* » a été senti par lui comme une nécessité depuis son enfance. Les années ont passé, il est devenu normalien, a été « cacique » à l'agrégation de philosophie, est devenu professeur au lycée du Havre, sans que l'espérance d'une gloire littéraire l'ait quitté. À côté de son entreprise philosophique, il se fait connaître par un roman, *La Nausée*, en 1938, par un recueil de nouvelles, *Le Mur*, en 1939, et des articles dans la *Nouvelle Revue française (NRF)*.

Quand la guerre éclate, pas encore « *grand écrivain* », il n'est pas davantage reconnu comme grand philosophe, mais, à trente-quatre ans, il a commencé à se faire un nom. Son article fracassant, « M. François Mauriac et la liberté », en février 1939, avait une « *violence* » qui avait affecté le romancier visé comme la leçon sévère d'un jeune maître plein d'avenir. Cette idée d'une « *grande vie* », Sartre en fait l'aveu : « *En somme elle ressemblait à une carrière...* » (2 décembre 1939).

Il manque alors de conviction politique et prend la notion de progrès pour une « *faribole* ». Individualiste, anarchisant, antimilitariste, et par-dessus tout antibourgeois, il doit cependant déjà répondre à l'attrait du parti communiste, auquel son ami Paul Nizan a adhéré. Il s'en tire par une pirouette : « *Je n'acceptais en somme de ne pas être communiste que si je pouvais être plus à gauche que le communisme.* » La question ne se pose pas réellement, et le pacte germano-soviétique le dédouane complètement.

En 1936, il sympathise, certes, avec le Front populaire, mais se contente d'en regarder les manifestations depuis le trottoir. Sur la capitulation de Munich, il avoue son incertitude : « *J'ai été pris entre munichois et antimunichois et je dois avouer ici que je n'ai jamais eu le courage intellectuel d'être ni l'un ni l'autre. Les munichois me dégoûtaient parce qu'ils étaient tous bourgeois et lâches, craignant pour leurs peaux, leurs capitaux ou leur capitalisme. Mais les antimunichois me paraissaient effrayants parce qu'ils voulaient la guerre.* »

Pacifiste, mais sans militer pour la paix, l'antimilitariste Sartre assume alors la guerre sans hésiter. Par intérêt personnel, écrit-il : obéir à l'ordre de mobilisation servait mieux son « *but individuel* » que le risque d'une insoumission. Mais il ajoute, en d'autres pages de ses *Carnets*,

une explication morale : il doit assumer la guerre, parce qu'il n'a pas « *su ou voulu* » l'éviter. Accepter cette contingence arrivée, l'endurer, la comprendre : il fait alors toute une théorie sur son acceptation *stoïque* de la guerre.

Mais ce sont des motivations morales qu'il expose, et non politiques. Quand il se demande contre quoi la France se bat, l'antifascisme, la lutte contre le nazisme, ne l'inspirent guère : les Soviétiques ne sont-ils pas du côté de l'Axe ? Et si c'est pour défendre la Pologne, pourquoi la guerre contre l'Allemagne et non contre la Russie qui s'est partagé la Pologne avec le Reich ? Est-ce alors pour défendre la démocratie ? Mais, « *il n'y en a plus* », écrit Sartre. Le plus léger n'est pas arrivé : quand Sartre se demande si c'est pour défendre la France contre l'Allemagne, il a ce mot qui n'est pas de la plus grande lucidité : « *Mais Hitler a dit cent fois qu'il ne voulait pas attaquer la France* » (20 octobre 1939).

Guerrier appliqué (sans excès, il est dans la météo), Sartre accepte la guerre sans savoir à quoi elle sert, sinon à sa propre édification : « *La guerre [...] est une ordure qui doit être refusée. Mais refuser quand on est en paix (tout faire pour l'éviter), non pas quand on est en guerre. Survient-elle, il faut s'y plonger, car elle permet de vivre existentiel. Elle est un mode de réalisation de l'existentiel.* »

Pour se représenter la position individualiste de Sartre à ce moment-là, il n'est que se reporter à un autre *Journal de guerre*, celui de Georges Friedmann, de trois ans son aîné, normalien et agrégé de philosophie comme lui, marxiste et antistalinien, qui écrit : « *Comment les communistes staliniens [...] peuvent-ils oublier que l'avenir de la classe ouvrière est lié à la victoire des démocraties bourgeoises d'Occident sur l'hitlérisme (ce qu'ils nous ont si longtemps répété) ?* » (4 février 1940).

Même décalage si l'on se réfère aux attitudes de son ancien « *petit camarade* » de la Rue d'Ulm, Paul Nizan, qui a rompu publiquement avec le PCF après l'invasion de la Pologne par l'URSS, et qui mourra le 23 mai 1940 près de Dunkerque. Il faut en convenir, la conscience politique de Sartre n'est pas précoce.

## ***La guerre***

Selon Simone de Beauvoir, tout change avec la guerre et, notamment, avec le séjour de Sartre dans le stalag de Trèves : « *La guerre avait opéré en lui une décisive conversion. [...] Son expérience de prisonnier le marqua profondément : elle lui enseigna la solidarité ; loin de se sentir brimé, il participa dans l'allégresse à la vie communautaire.* » L'avenir n'était plus un possible à assumer subjectivement, « *c'était le socialisme* », à travers lequel il voyait « *la condition de son propre accomplissement* »<sup>2</sup>.

Il faudrait sans doute apporter des nuances à l'idée de ce chemin de Damas surgi derrière les barbelés et entre les miradors. Les témoins, sollicités par Gilbert Joseph, pour son livre ravageur, *Une si douce Occupation...* (cf. *Pour en savoir plus*, p. 77), n'ont guère observé cette conversion de Sartre au « *socialisme* ».

Pourtant, lorsque Sartre revient à Paris au début d'avril 1941, grâce à un faux certificat médical, et reprend ses fonctions de professeur au lycée Pasteur de Neuilly, il constitue sans attendre avec Beauvoir et leurs amis un groupe intitulé « *Socialisme et liberté* », qui entend résister à Vichy et au nazisme. Au cours de l'été, Sartre et Beauvoir cheminent à bicyclette en zone non occupée, vont solliciter plusieurs personnalités, dont André Gide et André Malraux, qui toutes déclinent l'invitation à entrer dans ce groupe. Cet épisode, entre autres, établira après la Libération la réputation d'un Sartre résistant.

Outre que Socialisme et liberté n'eut qu'un temps de vie fort bref et que ses activités furent réduites à des échanges intellectuels, la Résistance de Sartre fait encore l'objet d'interrogations. Nous avons cité plus haut l'un des procureurs les plus féroces de Sartre, Gilbert Joseph, pour lequel Sartre et Beauvoir n'eurent pendant ces années d'Occupation que le seul souci de leur carrière littéraire. Ce n'est pas l'avis, loin s'en faut, des autres spécialistes. Afin de ne pas nous perdre dans le dédale des arguments, nous retiendrons simplement le débat qui les oppose au sujet de la pièce de théâtre *Les Mouches*, que Sartre fit jouer en juin 1943 au Théâtre de la Cité (ex-Théâtre Sarah-Bernhardt, « *aryanisé* » par les Allemands).

Pour Gilbert Joseph et pour la plupart des spectateurs, l'intention résistante est absente de cette pièce, ou invisible. *Les Mouches* avait été passé au crible de la censure allemande comme toutes les pièces de théâtre de l'époque, et si, dans l'ensemble, celle-ci fut éreintée par la presse collaborationniste, c'est parce que c'était une mauvaise pièce avec une médiocre mise en scène de Dullin. Rien d'idéologique ou de politique dans ce fiasco. Ce fut la rouerie de Sartre de transformer un échec théâtral en bénéfice politique : les « collabos » n'avaient pu supporter la critique sous-jacente de Vichy dans la pièce.

Contre cette interprétation, Ingrid Galster, dans un travail sur la réception du théâtre de Sartre, a entendu montrer que *Les Mouches* était bien une œuvre de Résistance produite avec les moyens du bord, c'est-à-dire en rusant avec la censure<sup>3</sup>. L'auteur voit dans cette pièce, comme l'avait décelé Jean Paulhan, une « *apologie de la liberté dans le contexte d'un régime d'oppression* » en même temps qu'une satire du « *meaculpisme* » de Vichy. Elle cite le journal berlinois de Goebbels, *Das Reich*, pour qui la pièce tout entière n'était qu'« *un défi* », et rappelle, inversement, l'article favorable que Michel Leiris fait paraître sur *Les Mouches* dans *Les Lettres françaises*, publiées clandestinement depuis septembre 1942.

Que conclure de cette suspicion qui court sur la Résistance de Sartre ? Celui-ci n'avait sans doute que mépris à l'endroit du pétainisme et que haine envers le nazisme. Mais ses actes sont rares : quelques articles dans la presse clandestine, deux pièces de théâtre anticonformistes (la seconde jouée à Paris en mai 1944, *Huis clos*, provoque l'indignation morale d'André Castelot dans *La Gerbe*), une adhésion au Comité national des écrivains (le CNE, créé par le communiste résistant Jacques Decour en liaison avec Jean Paulhan et dont l'organe est *Les Lettres françaises*)... Rien d'une Résistance héroïque ni même particulièrement active.

La récente controverse sur l'attitude de Sartre face à la question juive et sur sa nomination en 1941 au poste d'un titulaire juif révoqué laisse, à tout le moins, le sentiment que l'attention de Sartre était surtout occupée de ses propres œuvres<sup>4</sup>. Outre ses deux pièces de théâtre, il rédige et publie en 1943 sa somme philosophique *L'Être et le néant*, écrit la majeure partie de son roman-fleuve, *Les Chemins de la liberté*, tout en continuant ses cours au lycée Condorcet. Comparé aux philosophes Georges Canguilhem et Jean Cavaillès (fusillé en 1944), héros authentiques de la Résistance, Sartre, même s'il était « du bon côté », présente un bilan somme toute modeste de Résistance.

Comment comprendre alors qu'il ait pu être célébré, au lendemain de la Libération, comme le prototype de l'écrivain résistant ? Dès le mois d'août 1944, sa signature apparaît dans le journal *Combat*, sorti de la clandestinité. « *Le chemin qui mène de la docilité douloureuse à l'insurrection est enfin parcouru* », écrit-il le 30 août 1944. De manière plus forte, il frappe les esprits par son article imprimé dans le premier numéro des *Lettres françaises* paru à ciel ouvert en septembre 1944 : « La République du silence » (cf. p. 37).

Ces articles d'après-guerre connaissent une diffusion mondiale, d'abord grâce aux exilés français de Londres et de New York. Ils sont une apologie de la masse des Français qui ont dû

souffrir l'Occupation. Sartre explique l'ambiguïté de leur attitude – celle que Philippe Burrin a nommée « l'accommodement » : « *Me comprendra-t-on si je dis à la fois qu'elle [l'horreur de l'Occupation] était intolérable et que nous nous en accommodions fort bien*<sup>5</sup>. » La traduction de « La République du silence » paraît en décembre 1944 dans la revue américaine *The Atlantic Monthly*, qui n'hésite pas à faire de l'auteur un combattant des maquis : « *Jean-Paul Sartre est un poète et écrivain de théâtre français qui s'est distingué comme un des chefs militaires des FFI pendant les longues années de l'occupation allemande.* »

En janvier 1945, voici Sartre envoyé du *Figaro* aux États-Unis. Il y est accueilli comme un héros de la Résistance. L'écrivain ne dément pas, soucieux de solidarité avec la France des combattants. En juillet 1945, quand *Vogue* publiera un article de lui, « New Writing in France », où il célèbre Albert Camus, l'éditeur américain fait suivre son texte d'une longue notice où on lit : « *Jean-Paul Sartre ressemble aux hommes sur les barricades dans les photos de l'insurrection de Paris.* » Cet « homme de la Résistance » était « certainement le plus admiré parmi les hommes jeunes qui sont en train de façonner la direction de la littérature française d'aujourd'hui »<sup>6</sup>.

L'universitaire américaine Susan Suleiman estime qu'en se laissant transformer en héros de la Résistance Sartre a fait un choix qui engage désormais sa vie. « À partir de 1945, écrit de son côté John Gerassi, *Sartre a fait plus que n'importe quel intellectuel au monde pour dénoncer l'injustice et pour soutenir les damnés de la terre*<sup>7</sup>. » Pour rendre raison de cette attitude, Susan Suleiman cite, en épigraphe de sa démonstration, cette phrase éclairante de *L'Être et le néant* : « *Ainsi nous choisissons notre passé à la lumière d'une certaine fin, mais dès lors il s'impose et nous dévore.* » C'est ce choix qui s'affirme avec éclat avec la fondation des *Temps modernes*, dont le premier numéro paraît en octobre 1945.

### ***Engagement et neutralisme***

L'intention de Sartre est d'affirmer la responsabilité de l'écrivain dans le dévoilement du monde et la volonté de le changer. Le premier comité directeur de la revue comprend, aux côtés de Sartre, Raymond Aron, Simone de Beauvoir, Michel Leiris, Maurice Merleau-Ponty, Albert Ollivier, Jean Paulhan. Malraux déclina l'offre et Camus, sollicité lui aussi, était trop occupé par *Combat*.

La présentation des *Temps modernes* esquisse la théorie de la « littérature engagée », qui sera reprise plus en profondeur dans des articles postérieurs qui constitueront l'essai *Qu'est-ce que la littérature ?* Sartre y affirmait une morale de la responsabilité : la parole de chaque écrivain a un sens, chaque parole a des retentissements, chaque silence pèse aussi ; « *On regrette l'indifférence de Balzac devant les journées de 1848, l'incompréhension apeurée de Flaubert en face de la Commune ; on les regrette pour eux : il y a là quelque chose qu'ils ont manqué pour toujours. Nous ne voulons rien manquer de notre temps...* »

La responsabilité de l'écrivain n'est pas seulement de témoigner, mais de « *concourir à produire certains changements dans la société qui nous entoure* ». Sartre n'entend pas se battre sur un programme politique et social, mais prendre position au cas par cas, sans souci d'aucun parti politique. Se défiant de la thèse individualiste et de l'antithèse collectiviste, il veut s'appliquer « *à défendre l'autonomie et les droits de la personne* ». Il veut que sa revue soit un « *organe de recherches* » : une « *ligne générale* » se dégagera à la longue. Dans *Qu'est-ce que la littérature*, ce manifeste contre l'art pour l'art, la position de Sartre se radicalise encore : « *L'écrivain "engagé" sait que la parole est action : il sait que dévoiler c'est changer et qu'on*

ne peut dévoiler qu'en projetant de changer. [...] Il sait que les mots [...] sont des "pistolets chargés". »

Les écrivains qui avaient fait la gloire de la NRF, les Gide et les Martin du Gard, apologistes de la « littérature pure », avaient de quoi s'émouvoir à la lecture de ces sommations. L'auteur des *Thibault*, qui n'était pourtant pas hors du siècle, paraît effondré : « *Le manifeste de Sartre m'a porté le dernier coup... L'impression qu'une pierre tombale, pesante et glacée, implacable, définitive, vient de tomber sur tout ce que nous aimions en ce monde, tout ce qui nous apportait quelques raisons de vivre et de vouloir. Nous voilà balayés, avec tout le passé, par ce présent fougueux qui s'élançe à l'assaut... Nul doute que Sartre est, d'avance, un porte-parole des générations qui se lèvent, parmi lesquelles il serait vain d'espérer encore des lecteurs sympathisants*<sup>8</sup>. »

De fait, la montée en puissance de Sartre semble irrésistible. On découvre l'ampleur et la diversité de ses talents. Il est philosophe (*L'Être et le néant*), romancier (*La Nausée*, *L'Âge de raison*, *Le Sursis*), auteur dramatique (*Les Mouches*, *Huis clos*, *Morts sans sépulture*, *La Putain respectueuse*), essayiste politique (*L'Existentialisme est un humanisme*, *Réflexions sur la question juive*), théoricien de la littérature (*Qu'est-ce que la littérature ?*, *Baudelaire*) : en 1946, Sartre règne sur les lettres françaises. On l'attaque de partout, communistes, catholiques, conservateurs le vitupèrent, mais ces polémiques mêmes ajoutent à sa gloire : « *La vogue du sartrisme, concède l'un de ses censeurs, est en pleine floraison.* »

Repoussé par les deux grandes Églises de l'époque, le catholicisme renaissant et le communisme triomphant, le discours sartrien devient, pour beaucoup, sortis de l'ordre moral vichyste, celui d'une liberté recouvrée. La mode de l'« existentialisme » transforme en Olympe le quartier de Saint-Germain-des-Prés, ses cafés littéraires et ses caves de jazz ; les magazines nourrissent le vedettariat de Sartre et de Beauvoir, « la Grande Sartreuse ». C'est avec un incomparable capital de prestige, mélange de fascination et de détestation, que Sartre va désormais exercer une influence notable d'écrivain engagé.

Le but politique des *Temps modernes* est précisé dans la dernière partie de *Qu'est-ce que la littérature ?*, « Situation de l'écrivain en 1947 » : « *La situation historique nous incite à nous joindre au prolétariat pour construire une société sans classes.* » En même temps, il n'est pas question « *de rejoindre les chiens de garde du PC* ». Sartre précise : « *Nous devons dans nos écrits militer en faveur de la liberté de la personne et de la révolution socialiste.* » Le mot d'ordre : socialisme et liberté, qui restait vivant, amène Sartre et ses camarades à chercher une troisième voie, celle du double refus du capitalisme et du stalinisme. Même si, entre les deux, entre les États-Unis et l'URSS, il était sommé de choisir, il se rangerait plutôt du côté soviétique. Raymond Aron et Albert Ollivier, qui faisaient le choix inverse, quittèrent *Les Temps modernes* en juin 1946.

En décembre de la même année, la revue de Sartre prend violemment position contre la guerre d'Indochine. En 1947, Sartre s'attaque au gaullisme et au RPF, considéré comme un mouvement fasciste. L'année suivante, la guerre froide amène *Les Temps modernes* à pourfendre l'impérialisme américain, tout en affirmant un pacifisme neutraliste. Avec Maurice Merleau-Ponty, vraie tête politique de la revue, Sartre s'associe à d'autres intellectuels, notamment les rédacteurs d'*Esprit*, la revue rivale de Mounier, pour publier un manifeste en faveur d'une Europe socialiste et neutre.

Révolutionnaire sans révolution, comme on a pu dire d'André Breton et des surréalistes, Sartre n'en apparaît pas moins dangereux pour les dirigeants du PCF, en raison de son prestige international, de l'influence qu'il peut exercer sur les intellectuels communistes. Contre lui, son

ancien élève Kanapa mène une campagne qui atteint son paroxysme lorsque Sartre fait jouer en 1948 *Les Mains sales*, interprété comme une pièce anticommuniste.

Cette position pouvait-elle trouver une traduction politique ? Sartre le crut, un bref moment, lorsque David Rousset le sollicita pour adhérer au Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR), fondé par lui en 1948. L'appel du RDR affirmait : « *Entre les pourrissements de la démocratie capitaliste, les faiblesses et les tares d'une certaine social-démocratie et la limitation du communisme à sa forme stalinienne, nous pensons qu'un rassemblement d'hommes libres pour la démocratie révolutionnaire est capable de faire prendre une vie nouvelle aux principes de liberté, de dignité humaine, en les liant à la lutte pour la révolution sociale.* » Des journalistes de *Franc-Tireur*, des collaborateurs d'*Esprit*, suivent Sartre et Rousset ; *Le Monde* et *Combat* en parlent avec sympathie. Conférences de presse, meetings, publications leur font écho. Le RDR a son organe, *La Gauche*, où Sartre affirme, en son numéro 1 : « *Le premier but, c'est de lier les revendications révolutionnaires à l'idée de liberté.* »

Malgré le succès public de quelques manifestations, le RDR fait long feu, n'ayant jamais atteint d'effectifs suffisants pour devenir un mouvement de masse. Le parti communiste tire à boulets rouges sur Sartre, Rousset et leur rassemblement, considéré par *L'Humanité* comme une « *clique d'intellectuels dont les généralités clinquantes et les slogans de chapelle littéraire dissimulent mal une acceptation délibérée du régime capitaliste* »<sup>9</sup>. Subodorant une dérive pro-américaine de David Rousset et d'autres, Sartre donne sa démission du RDR en octobre 1949.

C'est alors que le rapprochement avec les communistes commence à devenir pour lui une solution, peut-être la seule solution politique. La controverse sur le système concentrationnaire soviétique achève de provoquer la rupture entre Sartre et David Rousset, qui mène campagne contre les camps staliniens.

Sartre ne niait pas l'existence du Goulag, mais il refusait d'en faire une arme contre l'URSS : « *Quelle que soit la nature de la présente société soviétique, lisait-on dans l'éditorial des Temps modernes de janvier 1950, l'URSS se trouve grosso modo située, dans l'équilibre des forces, du côté de celles qui luttent contre les formes d'exploitation de nous connues. La décadence du communisme russe ne fait pas que la lutte des classes soit un mythe, que la "libre entreprise" soit possible ou souhaitable, ni en général que la critique marxiste soit caduque.* » Il ne fallait pas conclure qu'on devait être indulgent pour le communisme soviétique, mais qu'on ne pouvait en aucun cas « *pactiser avec ses adversaires* »<sup>10</sup>.

### ***Le compagnon de route***

La guerre de Corée, qui éclate le 26 juin 1950, accélère cette évolution. L'agression des armées coréennes du Nord contre la Corée du Sud provoque un rejet définitif de toute complaisance avec le PCF de la part de Merleau-Ponty, mais pour Sartre la guerre, devenue chaude, implique qu'on choisisse son camp, on ne pouvait pas rester dans le vide. Alors, Merleau s'en va. La ligne des *Temps modernes* devient incertaine. L'arrestation en 1950 du second maître mécanicien Henri Martin, accusé de sabotage d'un navire de guerre dans une action contre la guerre d'Indochine, donne l'occasion à Sartre de faire un grand pas de plus vers les communistes. Martin sera finalement condamné, non pour complicité de sabotage, mais pour atteinte au moral de l'armée. Une vaste campagne pour sa libération est menée par le parti communiste, entraînant une mobilisation générale d'intellectuels et d'artistes. Henri Martin sera relâché en 1953, l'année où Sartre publie *L'Affaire Henri Martin*, qui rassemble une floraison de textes en faveur de l'accusé. Entre-temps, Sartre est devenu un véritable compagnon de route du Parti.

La catalyse aura été la manifestation organisée, malgré l'interdiction, le 28 mai 1952 par le PCF contre le général Ridgway, venant de Corée, nommé à la tête du SHAPE, manifestation qui provoque une violente répression policière et deux morts. Sartre apprend l'événement de Rome, d'où il revient dare-dare. « *En langage d'église, écrira-t-il, ce fut une conversion.* » Il se lance alors dans une immense explication, « Les communistes et la paix », dont la première partie est publiée dans *Les Temps modernes*, en juillet 1952. Deux autres parties suivront, en octobre 1952 et en avril 1954.

Un fleuve, rythmé de cascades bouillonnantes, charriant des attaques fulminantes, alternant les analyses austères et les cris de colère. Une longue illustration d'un syllogisme : le prolétariat est le seul agent historique qui porte en lui la fin de l'exploitation et une nouvelle société ; la classe ouvrière livrée à elle-même n'existe pas, elle ne devient prolétariat que par le parti communiste et seulement par lui ; on doit donc assimiler parti communiste et prolétariat, et suivre sa politique comme la seule possible : « *Comment pouvez-vous croire à la fois à la mission historique du prolétariat et à la trahison du parti communiste, si vous constatez que l'un vote pour l'autre ?* »

Adhérent au Mouvement de la paix, Sartre se rend en novembre 1952 à Vienne, pour le Congrès mondial de la paix, téléguidé par l'URSS. Quatre ans plus tôt, Alexandre Fadeev, en ce même Congrès mondial de la paix, avait traité Sartre de « *hyène dactylographe* ». Sartre n'en a cure, on en est au mariage de raison avec les Soviétiques.

La présence de Sartre donne au Congrès un lustre inespéré pour ses organisateurs. Son alliance avec les communistes prend une autre forme dans la capitale autrichienne : il y fait interdire la reprise des *Mains sales* qui y était prévue. Moins que son discours à la tribune, c'est sa présence qui fait date : les communistes peuvent se réjouir d'avoir acquis à leur cause le philosophe et l'écrivain le plus célèbre du monde.

Le ralliement de Sartre au communisme soviétique déclenche une série de ruptures. La première sépare Sartre de Camus. La querelle entre les deux hommes précéda la « conversion » de Sartre, mais la question communiste la sous-tendait. D'origine ouvrière, ancien communiste, Camus ne nourrissait aucun complexe bourgeois de culpabilité, et pas davantage d'illusion sur le salut de l'humanité par le prolétariat. Il cultivait moins la théorie de l'engagement que l'impératif moral. La critique de l'essai de Camus, *L'Homme révolté*, par Francis Jeanson dans *Les Temps modernes* est l'occasion d'une polémique entre Camus et Sartre. Au-delà de la querelle personnelle, la question du communisme est posée, et Sartre, au nom de l'efficacité et contre l'idéalisme, reprochera à Camus de faire de la morale, en devenant l'« *accusateur public de la République des Belles-Ames* » (août 1952).

Rupture aussi avec Claude Lefort, fondateur, avec Castoriadis, du groupe « Socialisme ou barbarie », qui ne supporte pas le ralliement de Sartre à la thèse léniniste du Parti : « *Aujourd'hui les masses ont besoin du Parti* » (avril 1953). Rupture avec René Étiemble, militant antiraciste, qui lui reproche notamment son silence sur l'antisémitisme de Staline, sur le prétendu « complot des blouses blanches », et qui lui fait savoir son désaccord en ces termes : « *Plutôt que de survivre sous une tyrannie, je choisis de mourir en faveur du régime, quel qu'il soit, qui me garantira l'habeas corpus et l'habeas mentem garanties sans lesquelles il ne m'est pas de vie pensable* » (*Arts*, 24 juillet 1953).

Rupture enfin, la plus douloureuse, la plus grave peut-être, avec Merleau-Ponty. Celui-ci, élu au Collège de France, a fait ses adieux aux *Temps modernes*. Une séparation qui aurait pu se faire en douceur, mais Merleau s'avise de s'expliquer en profondeur sur ses rapports avec le marxisme, par ses *Aventures de la dialectique*, paru en 1955. La moitié de l'ouvrage est occupée par le chapitre V, « Sartre et l'ultra-bolchevisme ». Il y fustige l'intenable position de Sartre décrétant

une certaine infaillibilité du communisme sans vouloir y adhérer. C'est Beauvoir qui réplique à Merleau-Ponty, accusant celui-ci de chercher ses arguments dans *L'Aurore* et de « *prendre parti pour la bourgeoisie* ».

Avec de nouveaux collaborateurs, Marcel Péju et Claude Lanzmann, Sartre devait manifester ses positions de compagnon de route, d'une fidélité à peu près sans faille pendant quatre ans (1952-1956). Il y eut bien dans sa revue quelques coups de canif à l'endroit de Kanapa et de l'antisémitisme soviétique qui s'était fait jour lors du procès Slansky, à Prague, en 1952. Au total cependant, durant ces quatre années, *Les Temps modernes* et Sartre méritèrent toutes les faveurs du PCF pour leur zèle d'alliés. En 1954, au retour d'un voyage en URSS, Sartre donne à *Libération*, le quotidien proche du PCF, une série de six articles à la gloire du régime soviétique (cf. *Sophie Cœuré*, p. 64).

Il y avait d'autres moyens de servir le communisme, par exemple le théâtre. Depuis des années, Sartre avait renoncé à la fiction romanesque, mais non au théâtre. En 1951, il avait fait jouer *Le Diable et le Bon Dieu*, qu'on peut interpréter comme une leçon de réalisme politique : « *Il y a cette guerre à faire et je la ferai* », disait Goetz (Pierre Brasseur) dans sa dernière tirade. En 1955, Sartre fustigea, dans *Nekrassov*, l'abjection de la presse anticommuniste. Une assez grosse farce, mise en scène par Jean Meyer, au Théâtre Antoine, qui ne convainquit que ceux qui étaient déjà convaincus. « *Je désespère les pauvres ? Et après ?* disait le cynique Georges (Michel Vitold) *Chacun pour soi ; ils n'ont qu'à se défendre ! Je calomnie l'URSS ? C'est exprès : je veux détruire le communisme en Occident.* »

*Les Temps modernes* avaient-ils, au-delà de la protestation, quelque chose à proposer ? La réponse était claire, conforme aux souhaits du parti communiste : refaire l'unité de la gauche. Mais la connivence avec le parti communiste cessa de s'imposer à l'automne 1956, quand les chars soviétiques brisèrent l'insurrection hongroise. Merleau-Ponty, dans son essai contre Sartre, avait montré que le prolétariat n'était rien pour Sartre quand il ne collait pas au Parti : « *Il est instantanément par l'obéissance et cesse d'être à l'instant par la désobéissance.* » L'insurrection hongroise d'octobre-novembre 1956 fut l'occasion pour Sartre de découvrir un prolétariat bien réel hors du Parti. La vieille équation : parti communiste = classe ouvrière volait en éclats.

La version officielle des communistes était que les Soviétiques avaient décapité une tentative de contre-révolution fasciste. Sartre, cette fois, refusa ce mensonge. Après avoir signé une pétition d'intellectuels de gauche et de communistes protestataires, il donna dès le 9 novembre une longue interview à *L'Express*, dont les positions mendésistes n'étaient pas les siennes, pour se démarquer de manière théâtrale du Parti. Suivit un numéro triple des *Temps modernes*, contenant un interminable article de Sartre, « *Le fantôme de Staline* » : « *Je vous déclare tout net qu'on ne nous aura plus avec le chantage au fascisme*<sup>11</sup>. »

C'était un tournant décisif, Sartre ne sera plus un compagnon de route. Néanmoins, il ne se départit pas pendant une dizaine d'années encore d'un préjugé favorable à l'endroit de l'URSS, où il refait plusieurs voyages (cf. *Sophie Cœuré*, p. 64). Mais sa quête d'un socialisme qui ne soit pas séparable de la liberté l'amène à prendre encore nettement position contre le PCF, en 1968, lorsque les Soviétiques, de nouveau, écraseront par la force le « printemps de Prague », où il verra une preuve nouvelle de « *la dégradation implacable et continue du socialisme soviétique* »<sup>12</sup>. Changement stratégique, mais non changement de cap : Sartre restait sur ses mêmes positions, socialistes, antibourgeoises, anti-américaines, anticapitalistes, et surtout anti-impérialistes.

## ***La guerre d'Algérie***

De 1956 à 1962, lui et sa revue menèrent le combat le plus radical en faveur de la cause nationaliste des Algériens, devenue celle du FLN.

Déjà, en mai 1955, un numéro spécial des *Temps modernes*, consacré à « La gauche », s'achevait en forme d'appel en faveur d'un « *Front populaire basé sur le PC et la SFIO* », pour affirmer une politique extérieure de neutralité entre les deux blocs, rénover les structures économiques du pays et libérer les peuples d'outre-mer « *d'un colonialisme anachronique* ». Mais, en mars 1956, les communistes votent à l'Assemblée les pleins pouvoirs à Guy Mollet pour l'Algérie. Pour Sartre et ses amis, au contraire, la lutte pour l'indépendance devient la priorité.

Dénonçant le mythe d'une « *Algérie française* » et les réalités du « *colonialisme* » (« *Le colonialisme est un système* », mars-avril 1956), Sartre et ses camarades s'engagent en faveur de l'indépendance de l'Algérie et affirment très vite leur solidarité avec le FLN. Parallèlement à la revue *Esprit*, qui publie en avril 1957 le premier grand témoignage d'un rappelé sur les méthodes de guerre en Algérie, celui de Robert Bonnaud (« La paix des Nementchas »), *Les Temps modernes* font connaître celui de Georges Mattei peu de temps après.

Au lendemain du 13 mai 1958, quand les Français sont invités à se prononcer sur le projet constitutionnel de la V<sup>e</sup> République, Sartre entend, dans *L'Express*, démasquer l'ambiguïté gaulliste : « *De Gaulle n'est pas fasciste, c'est un monarque constitutionnel ; mais personne ne peut plus voter pour de Gaulle aujourd'hui : votre "oui" ne peut s'adresser qu'au fascisme.* »

Aux *Temps modernes*, la radicalité du discours s'impose sans concession. Sartre refuse de donner des armes à l'adversaire, comme au temps de son para-stalinisme : quand la nouvelle du massacre de Melouza, perpétré par le FLN, survient, *Les Temps modernes*, contrairement aux autres publications de gauche, adoptent le silence.

Ses positions extrêmes conduisent Sartre à prendre ses distances vis-à-vis d'une « *gauche respectueuse* », qui ne sait aller jusqu'au bout de ses convictions, à soutenir le *Manifeste du droit à l'insoumission* (dit *Manifeste des 121*) en septembre 1960, et à se déclarer solidaire des réseaux d'aide au FLN, lors du procès Jeanson, à la même époque.

Du Brésil, où il dit vouloir être l'anti-Malraux et dénoncer la politique algérienne du général de Gaulle, Sartre envoie une lettre au tribunal qui juge les membres du réseau d'aide au FLN, les « porteurs de valise », comme on les appellera. La lettre, à vrai dire rédigée à Paris par ses lieutenants Lanzmann et Péju auxquels Sartre avait laissé carte blanche après avoir précisé au téléphone sa position, proclamait son entière solidarité : « *Si Jeanson m'avait demandé de porter des valises ou d'héberger des militants algériens et que j'aie pu le faire sans risques pour eux, je l'aurais fait sans hésitation*<sup>13</sup>. » Ce fut un scandale, « *une bombe* » dit *L'Aurore*. Malgré le défi, malgré les protestations véhémentes de diverses organisations, de Gaulle ne voulut pas de poursuites contre Sartre ; il le répétera en d'autres circonstances : « *On n'emprisonne pas Voltaire.* »

Sartre poussa au plus loin sa détermination anticolonialiste, en donnant aux *Damnés de la terre* de Franz Fanon une préface qui, à son tour, fit scandale. Il s'agissait du manifeste « *tiers-mondiste* » (Sartre, traduit dans dix-sept langues, répandit l'expression) le plus agressif : « *Quand les paysans touchent des fusils, les vieux mythes pâlisent, les interdits sont un à un renversés : l'arme d'un combattant, c'est son humanité. Car, en ce premier temps de la révolte, il faut tuer : abattre un Européen c'est faire d'une pierre deux coups, supprimer en même temps un oppresseur et un opprimé*<sup>14</sup>... »

Le philosophe, lui, ne désespérait pas de produire la somme théorique qui saurait concilier

l'espérance du socialisme et l'impératif de la liberté. Il se lança alors dans l'entreprise, qui restera en partie posthume et de toute façon inachevée, de la *Critique de la raison dialectique*, dont la première partie parut en 1960.

Le refus, la révolte, l'intransigeance, se révélèrent encore longtemps dans les écrits, les positions et les postures de Jean-Paul Sartre. Le refus du prix Nobel, en 1964, en est un symbole. Mais aussi son attitude en 1968. Vieilli, malade, diminué, il retrouve sous le ciel de Mai une nouvelle jeunesse.

### ***Les années gauchistes***

Tous les commentateurs s'accordent à voir dans la guerre du Vietnam une des causes profondes des mouvements d'étudiants qui débouchèrent sur « 68 », aussi bien aux États-Unis, en Allemagne, en Italie, au Japon, et en France. Sartre était toujours « dans le coup ». En 1967, il préside le tribunal Russel, auto-institué pour juger des crimes de guerre des Américains au Vietnam.

Il est vrai qu'à cette époque Sartre a perdu de son rayonnement. La mode n'est plus en France à l'existentialisme ni au marxisme : Lévi-Strauss, Foucault, Lacan, les linguistes, ont assuré le succès du structuralisme. L'impératif de *scientificité* l'emporte sur celui de l'*engagement*. Sartre, qui s'emploie à défendre l'histoire contre cette nouvelle culture, n'a plus la ferveur de la jeune génération. Mais l'explosion de Mai lui offre sa revanche. Il n'en a pas été l'inspirateur ; il en sera le militant, en se faisant l'écho de la révolte, sur les estrades, dans les journaux, et jusqu'aux portes des usines.

Une fois encore le voilà porté aux extrémités. Il fut tige dans *Le Nouvel Observateur* son ancien « petit camarade » Raymond Aron, qui « ne s'est jamais contesté et c'est pour cela qu'il est, à mes yeux, indigne d'être professeur » ; il foudroie les communistes qui « ont peur de la révolution » ; il dénonce avec les gauchistes les élections « pièges à cons ». La réforme d'Edgar Faure votée, il s'indigne contre la « participation » : « réforme bidon », « mystification pure et simple ».

Son programme pour les étudiants ? Il le donne dans une interview au *Nouvel Observateur*, le 17 mars 1969, où, plutôt que de « se pendre » ou de « se vendre », il leur préconise de « s'unir » : « conserver leur pouvoir négatif, mener une guerre d'escarmouches contre les vieux qui les gouvernent, rallier, dès qu'ils pourront, le gros des travailleurs, force principale de la révolution, et foutre le régime en l'air. » À soixante-trois ans, Sartre garde toutes ses dents.

Années gauchistes : soutien aux mots d'ordre extrémistes, solidarité avec les maoïstes de la Gauche prolétarienne, vente publique de *La Cause du peuple*, dont les éditeurs ont été arrêtés, parrainage et direction du quotidien *Libération*, visite à Baader (chef de la Fraction armée rouge), dont il dénonce les conditions d'enfermement dans la prison de Stammheim, Sartre va même jusqu'à justifier l'attentat perpétré par un groupe terroriste palestinien contre les athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich, en 1972.

Pourtant, si Jean-Paul Sartre a jamais eu le sens de la mesure, c'est certainement devant le conflit israélo-palestinien. Depuis sa création, l'auteur des *Réflexions sur la question juive* a défendu la légitimité de l'État juif. Il n'en démordra pas, malgré l'antisionisme de ses amis maos. En 1967, au lendemain de la guerre des Six Jours, *Les Temps modernes* publie un énorme numéro spécial en partie double : ce que disent les Israéliens, ce que disent les Palestiniens. Sartre, lui, comme il le répète, est « ami des deux camps ». Face à la politique du général de Gaulle et à l'embargo qu'il a décrété, il déclare : « Si l'on prétend aboutir à une paix négociée en

*retirant les armes à tout le monde, cela consiste en fait à livrer l'État d'Israël aux Arabes.* » Il réfute le slogan selon lequel Israël est une conquête coloniale.

En même temps, il dénonce les conditions intenable dans lesquelles vivent les Arabes chassés de leur territoire. Il comprend le terrorisme : « *Je ne reproche pas aux Palestiniens de faire ce que j'ai approuvé quand c'était le FLN algérien qui le faisait, ni de se battre selon leurs moyens.* » Mais il ne peut davantage reprocher aux Israéliens « *de riposter, parce qu'on ne peut pas leur demander de se laisser systématiquement tuer sans répondre* ». Il n'y a donc qu'une solution possible : une paix négociée<sup>15</sup>.

Ce refus de considérer qu'il n'y a dans ce conflit « *de vérité totale ni d'un côté ni de l'autre* » tranche avec le manichéisme ordinaire de Sartre, et l'humanise. En 1974, il cosigne avec Raymond Aron et Eugène Ionesco une déclaration de rupture avec l'Unesco en raison des positions prises par celle-ci contre Israël. Lui qui a refusé tous les honneurs, dont le plus fameux, le prix Nobel, accepte en 1976 d'être fait docteur *honoris causa* par l'université de Jérusalem.

Au cours des cinq dernières années de sa vie, les positions de Sartre accusent une évolution sensible. Très affaibli, presque aveugle, il est déjà depuis longtemps un adversaire du système soviétique et manifeste ses sympathies aux dissidents de l'Est. Au demeurant, en 1975, dans une longue interview donnée à Michel Contat, pour *Le Nouvel Observateur*, il témoigne encore de sa pugnacité habituelle. Il ne voit « *pas d'espoir dans l'immédiat* » en France, où il dénonce l'électoratisme du Programme commun de la gauche. La vague gauchiste est retombée, la Gauche prolétarienne s'est autodissoute. Septuagénaire, Sartre n'a pourtant pas renoncé. En 1961, à la mort de Merleau-Ponty, il avait expliqué que celui-ci l'avait tiré de son état d'« *attardé de l'anarchisme* ». Désormais il assume le mot : oui, « *anarchiste* », dans le sens du « *socialisme libertaire* ». Il n'en démord pas : ou l'homme est « *foutu* », définitivement, ou l'homme se fera par la révolution.

Une réflexion morale qui laisse perplexe : en URSS, en Chine, au Cambodge, à Cuba, partout où la révolution a triomphé, les prisons se sont remplies, la liberté a été abolie. Sartre le sait, il dit n'attendre la lumière ni de Chine ni d'ailleurs. Il pose l'impératif révolutionnaire dans l'absolu, en intellectuel impénitent, diront ses adversaires, en idéaliste irrécupérable. « *C'est un pari* », dit-il. Mais, à la différence de Pascal, « *je parie sur l'homme, pas sur Dieu* ».

Dans les années suivantes, l'image de Sartre se brouille. En 1979, les journaux annoncent que, de conserve avec Raymond Aron, conduit par André Glucksmann, il est allé plaider à l'Élysée, auprès de Valéry Giscard d'Estaing, la cause des réfugiés vietnamiens – les boat people – qui fuient le régime communiste de Hanoi.

Les derniers dits de Sartre sont encore plus étonnants. Ce sont ces entretiens du *Nouvel Observateur* avec Benny Lévy, alias Pierre Victor, l'ancien chef de la Gauche prolétarienne. Or Benny Lévy a retrouvé la foi judaïque, et il entraîne Sartre sur un terrain religieux inattendu. « *Un détournement de vieillard* », dira-t-on. Mais il n'en reste pas moins fidèle à son idéal révolutionnaire : « *Il faut essayer d'expliquer pourquoi le monde de maintenant qui est horrible n'est qu'un moment dans le long développement historique, que l'espoir a toujours été une des forces dominantes des révolutions et des insurrections, et comment je ressens encore l'espoir comme ma conception de l'avenir*<sup>16</sup>. »

Vingt ans plus tard, un magazine récapitulera le bilan politique de Sartre : « *La passion de l'erreur* »<sup>17</sup>. Une formule lapidaire sur laquelle on peut longuement gloser, mais qui donne le la : Sartre passera pour s'être « *toujours trompé* ». Et l'on prendra une boutade de Jean Daniel pour une vérité historique : « *Il vaut mieux s'être trompé avec Sartre que d'avoir eu raison avec Raymond Aron.* »

Malgré le concert de louanges qui accompagna sa mort et les 30 000 participants à ses funérailles, celles-ci ne furent pas celles de Victor Hugo. La comparaison est tentante : nés l'un et l'autre au début de leur siècle, morts l'un en 1885, l'autre en 1980, ils l'avaient largement traversé. L'un et l'autre, par l'ampleur de leur œuvre, leur rayonnement international, leur statut de guide, avaient été aux avant-postes du mouvement social. Là s'arrêtent les points communs. Hugo était mort quand triomphaient ses idées : la république, l'annexion des communards, la liberté proclamée... Sartre mourait à contre-courant. Il avait collé à son siècle et était apparu comme un « *contemporain capital* ».

Si ce mot était repris au moment de sa mort, c'était plutôt pour désigner le prestigieux porte-parole de la grande illusion révolutionnaire qui avait hanté tant de consciences depuis 1945. Rien de vil ni de médiocre dans cet échec. Le sens politique de Sartre est certes douteux, sa manière de voir le monde abstraite, sa tendance aux extrêmes sans clairvoyance, mais il témoigne d'une attention à l'histoire qui, pour être tardive, devint sans repos. Chez lui, le moraliste l'avait toujours emporté sur le politique : ce fut sa faiblesse et sa grandeur.

### L'auteur

Conseiller de la direction de *L'Histoire*, Michel Winock a notamment publié *Le Siècle des intellectuels* (Le Seuil, 1997) et *La France et les Juifs, de 1789 à nos jours* (Le Seuil, 2004).

### Notes

1. J.-P. Sartre, *Carnets de la drôle de guerre. Septembre 1939-mars 1940*, Paris, Gallimard, 1995.
2. S. de Beauvoir, *La Force des choses*, Paris, Gallimard, 1963, pp. 15 et 16.
3. I. Galster, *Le Théâtre de Jean-Paul Sartre devant ses premiers critiques*, t. I, 2<sup>e</sup> éd., Paris, L'Harmattan, 2001. Du même auteur, voir la mise au point « Réflexions sur un paradoxe dans l'itinéraire de Jean-Paul Sartre », A. Betz, S. Martens (dir.), *Les Intellectuels et l'Occupation*, Paris, Autrement, 2004, pp. 151-169.
4. Cf. I. Galster, « Que faisait Sartre sous l'Occupation ? », *L'Histoire* n° 248, pp. 18-19, et Pour en savoir plus, p. 77.
5. Cf. le commentaire de S. E. Suleiman, « Choisir son passé : Sartre mémorialiste de la France occupée », I. Galster (dir.), *La Naissance du « phénomène Sartre »*, Paris, Le Seuil, 2001, pp. 226-227.
6. *Ibid.*, p. 235.
7. J. Gerassi, *Jean-Paul Sartre, Hated Conscience of His Century*, University of Chicago Press, 1989.
8. R. Martin du Gard, *Journal III*, Paris, Gallimard, 1993, p. 771.
9. Cité par M.-A. Burnier, *Les Existentialistes et la politique*, Paris, Gallimard, 1966, p. 71.
10. M. Merleau-Ponty et J.-P. Sartre, « Les jours de notre vie », *Les Temps modernes* n° 51, janvier 1950. *Les Mandarins* de Simone de Beauvoir font un large écho à cette controverse (1954).
11. Repris dans J.-P. Sartre, *Situation, VII*, Paris, Gallimard, 1965, pp. 144-307.
12. J.-P. Sartre, « Le socialisme qui venait du froid », *Situations IX*, Paris, Gallimard, 1972, pp. 227-276
13. Lettre reproduite dans S. de Beauvoir, *La Force des choses, op. cit.*, p. 573.
14. Repris dans J.-P. Sartre, *Situations V*, Paris, Gallimard, 1964, p. 183.
15. *Le Fait public* n° 3, février 1969.
16. *Le Nouvel Observateur*, 24-30 mars 1980
17. *Le Point*, 14 janvier 2000.

## **CHRONOLOGIE**

**1905** : naissance à Paris.

**1906** : mort de son père.

**1929** : agrégé de philosophie. Simone de Beauvoir devient sa compagne.

**1938** : *La Nausée*.

**1939** : mobilisé à Nancy, Brumath et Morsbronn ; il est fait prisonnier en 1940.

**1941** : libéré du stalag. Fonde le groupe de Résistance « Socialisme et liberté ». En octobre, nommé en khâgne au lycée Condorcet, à Paris.

**1942** : rejoint le CNE, collabore à *Combat* et aux *Lettres françaises* clandestines.

**1943** : *L'Être et le néant. Les Mouches*.

**1945** : refuse la Légion d'honneur. Mis en congé illimité par l'Éducation nationale. Fonde *Les Temps modernes*. Deux voyages aux États-Unis.

**1946** : conférence retentissante : *L'Existentialisme est un humanisme*. La même année, il publie *Réflexions sur la question juive* et *Baudelaire*.

**1952** : « conversion » au communisme.

**1954** : premier voyage en URSS. Neuf autres suivront jusqu'en 1966.

**1956** : prise de distance avec le modèle soviétique.

**1960** : il signe le Manifeste des 121 sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie.

**1964** : *Les Mots*. Sartre refuse le prix Nobel de littérature.

**1969** : mort de sa mère, Mme Mancy. Rupture définitive avec le PCF.

**1970-1974** : directeur de *La Cause du peuple*, de *Tout !* puis de *Libération*.

**1980** : mort à Paris ; 30 000 personnes assistent à ses obsèques au cimetière Montparnasse.

## **Revue des revues de l'adpf, sélection de septembre 2005**

- Michel WINOCK: «Sartre s'est-il toujours trompé?»  
article publié initialement dans la revue *L'Histoire*, n°295, février 2005.

### Traducteurs:

Anglais: David Macey  
Arabe: Béchir El-Sibaie  
Chinois: Chen Lichun  
Espagnol: Arturo Vázquez Barrón  
Russe: Andre Naoumov

### Droits:

- © *L'Histoire*, n°295, février 2005, pp. 34-45, pour la version française
- © David Macey/Institut Français du Royaume Uni pour la version anglaise
- © Béchir El-Sibaie/Centre Français de Culture et de Coopération du Caire – Département de Traduction et d'Interprétation pour la version arabe
- © Chen Lichun/Centre Culturel et de Coopération Linguistique de Pékin pour la version chinoise
- © Arturo Vázquez Barrón/Centre Culturel et de Coopération de Mexico – Institut Français d'Amérique Latine pour la version espagnole
- © Andre Naoumov/Centre Culturel Français de Moscou pour la version russe